



Le 19 avril, la convergence des luttes, pas une option, une nécessité !

Depuis son élection, Emmanuel Macron, sur mandat de la finance, s'emploie avec zèle et obstination à satisfaire les intérêts du patronat en laminant l'ensemble des droits et protections des salariés, retraités, jeunes et privés d'emploi.

Pour cela, une tactique bien connue, celle de diviser pour mieux régner. Sa méthode est simple et sa visée implacable : démanteler l'ensemble des conquies sociaux des différentes catégories.

Salariés du privé, la casse du code du travail a grand coup d'ordonnances.

Après la dérèglementation généralisée dans le privé, les passages en force à coups de 49.3 et ordonnances en tout genre, l'heure est à la démolition du Code du Travail, à la facilitation des licenciements et au contournement des syndicats les plus combatifs dans le privé.

Appauvrissement des retraités et la stigmatisation des chômeurs et des jeunes.

Les retraités qui ont encaissé une hausse inédite de la CSG sont, de leur côté, taxés de « privilégiés » et sommés d'être davantage solidaires et partageux avec leur maigre pension de retraite de 1 200 € en moyenne !

Du côté des jeunes étudiants, lycéens et privés d'emploi, la réponse à leurs exigences se résume à un peu plus de sélection, de stigmatisation et de durcissement des conditions d'indemnisation.

C'est maintenant le tour des services publics.

Alors que le service public est une des clés pour répondre aux enjeux économiques, écologiques et sociaux d'aujourd'hui, alors qu'il a joué un rôle majeur de rempart et d'amortisseur dans la crise financière de 2008, nous assistons actuellement à des attaques de très grande ampleur pour amplifier sa privatisation, avec la casse du statut des fonctionnaires et la fin de leur recrutement au profit de contractuels précaires.

Pas un service public n'échappe aujourd'hui à cette stratégie de choc et cette frénésie libérale.

Hôpitaux, écoles, bureaux de poste, chemins de fer, énergie, départements et communes voient ainsi leurs moyens asséchés et leurs missions publiques démantelées.

Face à cette situation, il n'y a que deux options possibles : se résigner, se replier sur soi pensant pouvoir être épargné, ou agir, réagir, s'organiser, se syndiquer et lutter. C'est bien le défi du moment et le sursaut général qu'appelle l'intersyndicale CGT, FO, FSU, Solidaire et UNL-SD dans l'Allier.

C'est bien cette dernière option que les milliers de retraités, d'agents et salariés des EHPAD ont choisi le 15 mars dernier, même chose le 22 mars, pour les agents hospitaliers, agents de la territoriale et de l'état, chez EDF, la Poste, France Télécom. Les cheminots sont engagés dans un bras de fer contre la réforme ferroviaire proposée par le gouvernement, les premières journées de grève ont démontré leur détermination à ne rien lâcher.

Agir pour ne pas subir !!! Jeunes, retraités, privés d'emploi, salariés du privé et du public, tous ensemble, exigeons le retrait et l'abrogation de tous les plans destructeurs de nos droits et acquis collectifs.

Le 19 avril, par la grève et la manifestation à 15h00 :

- **Départ Montluçon, place Jean Dormoy**
- **Départ Moulins, devant la gare**
- **Départ Vichy, devant la gare**